

Ce qui serait urgent

Contribution de Luc Tinseau

lundi 4 mai 2020, par [LA SOCIALE](#)

Luc Tinseau, instituteur, militant de la Convention puis du Parti Socialiste refondé à Epinay en 1972, ancien premier secrétaire du PS de l'Eure, ancien député, premier adjoint au maire d'Evreux pendant plusieurs mandats, un temps adhérent au Mouvement des Citoyens (fondé en 1993 par Jean-Pierre Chevènement) nous a fait parvenir sa contribution à la suite de l'article publié dans "La Sociale", [Il faut un parti nouveau](#). Nous lui donnons bien volontiers la parole.

Luc Tinseau : Cette contribution au débat, à la réflexion collective est celle d'un homme de 80 ans ayant un peu d'expérience politique, qui a toujours vécu « à gauche » et qui sait, s'il peut savoir, que seule l'union de toutes les forces progressistes peut permettre un arrêt du démantèlement actuel de la République et un accès possible au pouvoir.

Donc, ces propositions dont l'ordre importe relèvent de deux actes différents, celles pouvant être prises par décrets et celles qui relèvent du pouvoir législatif. Enfin, je ne parle pas l'Europe, ce thème relève d'un débat et de réflexions beaucoup plus approfondies que ces quelques lignes.

Alors, jouons le jeu : si demain matin, j'étais Président de la République ;

En préalable, je proclamerais la dissolution de l'Assemblée nationale puis nous déciderions :

1- le rétablissement de l'ISF et la mise en chantier d'une réforme fiscale où tout revenu supérieur à 20 000 euros par mois serait taxé à hauteur de 80 %.

2— Arrêt immédiat de la réforme des retraites et de l'assurance chômage.

3- Renationalisation des autoroutes

4— Augmentation de 100 euros par mois du minimum vieillesse (je ne parle pas du SMIC qui nécessitera une négociation avec l'ensemble des partenaires sociaux)

5— Ouverture d'un grand chantier concernant la santé et la protection sociale de nos concitoyens. Ce travail ne pourra se faire qu'en partenariat avec le personnel de santé (hospitaliers, libéraux, infirmiers...) Ainsi qu'avec la région partenaire de par la loi de décentralisation.

6— Redéfinir le service public. Le travail des chantiers (EDF, SNCF, et autres) n'est pas le même que celui des fonctionnaires de l'État, de l'éducation nationale, des services hospitaliers.

7— Lancer conjointement avec les régions un grand chantier de la formation professionnelle, et ce dans tous les domaines privés et publics.

8— doubler ou tripler le nombre de places à l'école de la magistrature afin d'avoir une justice plus rapide et plus efficace

9— Redonner toute leur place aux contrôleurs et aux inspecteurs du travail et des finances

10— Rebâtir l'école en commençant par les fondations (maternelle, élémentaire...) et mettre sur pied des programmes qui ne changent pas tous les matins.

Ce sont certainement des idées de « l » ancien temps », qui n'ont rien de révolutionnaire. L'expérience et ma petite connaissance de l'Histoire du monde m'ont appris que les excès en toutes choses se retournent toujours contre le peuple. Je ne crois pas au grand soir. Avançons à petits, mais fermement, ne décevons pas le peuple, réalisons ce que nous promettons. N'oublions pas que nous avons contre nous toutes les forces réactionnaires dotées de forces et d'outils qu'ils savent utiliser contre ceux qui pourraient s'opposer à eux.